

## Communiqué de presse

Lundi 3 décembre 2012

# La crise de l'euro pèse sur la croissance de l'économie suisse

**En dépit de paramètres extérieurs défavorables, de la crise de l'euro et du franc fort, l'économie suisse s'est bien tirée d'affaire sur l'année en cours. Le contexte international difficile ne devrait hélas guère s'améliorer en 2013. Préoccupée, l'organisation faïtière de l'économie suisse constate que la volonté de réforme au sein de nombreux pays européens se relâche à nouveau. Compte tenu de ces perspectives, le produit intérieur brut helvétique ne devrait croître que de 0,6 % en termes réels en 2013, mais le chômage restera faible.**

En 2012, l'économie helvétique a connu une évolution en demi-teintes. Le marché intérieur a résisté de façon réjouissante, grâce surtout à l'industrie de la construction, au commerce de détail et à plusieurs secteurs de services, telles que les assurances. Nettement moins dynamiques ont été les affaires des entreprises de communication et de télécommunication ainsi que du secteur de la publicité. Presque toutes les branches exportatrices auront connu des difficultés en 2012, à l'exception des industries horlogère, chimique et pharmaceutique. Globalement, economie suisse estime la croissance à 0,9 % pour 2012.

Un soutien important aux exportations – et qui ne doit en aucune façon être supprimé dans la situation actuelle – est le cours de change plancher avec l'euro que maintient la Banque nationale. À 1,20, le franc est toujours surévalué d'environ 10 % en fonction de la parité du pouvoir d'achat ; la stabilité de ce cours plancher procure toutefois aux entreprises une sécurité précieuse en termes de planification. Sa disparition, et la baisse du cours de change dont elle s'accompagnerait, aurait de graves conséquences pour notre économie.

### Régime de crise persistant en Europe

L'intervention massive de la BCE a certes sensiblement réduit le risque d'éclatement de la zone euro. Mais en parallèle, on constate que la volonté de réforme faiblit à nouveau dans les divers pays concernés. Les problèmes structurels demeurent, alors que les hausses d'impôts ralentissent considérablement la reprise économique. La politique monétaire de la BCE ne saurait remplacer les indispensables réformes. « En mettant à disposition des masses de liquidités très bon marché, les banques centrales gagnent du temps et obtiennent même une légère relance économique. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer le risque, considérable, de repousser indéfiniment de la sorte le règlement des problèmes fondamentaux et de ne jamais voir le bout du tunnel », a souligné aujourd'hui devant les médias Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse. Le processus de centralisation galopante au niveau de l'UE pourrait non seulement affaiblir la compétitivité de l'ensemble du Continent, mais aussi rendre la voie bilatérale plus difficile.

Dans ce contexte défavorable, l'organisation faïtière des entreprises suisses s'attend à ce que la crise de l'endettement se prolonge en Europe durant au moins deux ou trois ans. Le taux de croissance de l'ensemble de la zone euro sera négatif tant pour 2012 (- 0,4 %) que pour 2013 (- 0,5 %).

### **En 2013 : ralentissement de la croissance en Suisse**

La situation de l'économie suisse demeure sinon resplendissante, du moins nettement plus favorable que dans la plupart des pays de la zone euro. Le chef économiste d'economiesuisse Rudolf Minsch s'attend à ce que les principales tendances se maintiennent en 2013 : la demande européenne de produits et de services suisses va encore diminuer, le franc fort va continuer de pénaliser les exportations et la pénurie chronique de main-d'œuvre spécialisée va limiter le développement des entreprises en Suisse. « Au total, l'économie prévoit pour 2013 une croissance relativement faible de 0,6 % », a précisé M. Minsch.

D'une branche à l'autre, les perspectives sont très inégales. Dans le secteur des exportations, l'industrie horlogère, la pharma et l'aéronautique compteront parmi les gagnants. Les affaires seront nettement plus difficiles, par contre, pour l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, comme pour celles des textiles, du papier et du plastique, de l'industrie agroalimentaire, des banques et plus particulièrement du tourisme. Sur le marché domestique aussi, de nombreuses branches seront à la peine, notamment la publicité, les sociétés de communication et le commerce de voitures. Au contraire, de nombreuses entreprises du commerce de détail, de la branche de l'informatique et des télécommunications ainsi que, une fois encore, de la construction pourront compter sur des taux de croissance supérieurs à la moyenne.

### **Faible taux de chômage, inflation minimale**

Le fléchissement de la croissance entraîne certes un léger tassement de la demande de main-d'œuvre – qui se traduira aussi par une baisse de l'immigration, mais les branches innovantes et en expansion continuent de réclamer de nombreux spécialistes. Pour 2013, economiesuisse prévoit un taux de chômage de 3,3 % en moyenne.

Dans les douze mois à venir, l'inflation devrait aussi rester très faible, tout juste dans la zone positive. À cause du durcissement de la concurrence, il ne faut pas s'attendre à de fortes hausses de prix sur le marché suisse... à l'exception notable du secteur immobilier. Ici, le risque de formation d'une bulle n'est pas exclu, du fait de la pression persistante qui s'exerce sur les logements les plus convoités.

### **Prévision des comptes nationaux**

Variation par rapport à l'année précédente (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
Produit intérieur brut, réel	2,1	-1,9	3,0	1,9	0,9	0,6
Consommation privée	1,4	1,4	1,6	1,2	1,9	0,9
Consommation publique	2,7	3,3	0,7	2,0	1,8	1,3
Investissements de construction	0,0	3,0	3,5	2,4	0,7	1,5
Investissements d'équipement	0,8	-10,8	5,8	5,2	2,5	-0,5
Exportations (total)	3,1	-8,6	7,8	3,8	-0,7	-0,5
Importations (total)	0,3	-5,5	7,4	2,4	1,2	-0,2
Variation par rapport à l'année précédente (en %), moyenne annuelle						
Taux d'inflation	2,4	-0,5	0,7	0,2	-0,4	0,3
Taux de chômage	2,6	3,7	3,5	2,8	2,9	3,3

**Hypothèses exogènes\***

	2012	2013
Cours de change CHF/EUR	1,21	1,21
Cours de change CHF/USD	0,94	0,94
Prix du pétrole en USD	110	110
Taux de croissance des États-Unis	1,9	2,0
Taux de croissance de la zone euro	-0,4	-0,5
Taux de croissance de la Chine	7,6	7,3
Taux d'intérêt à court terme	0,1	0,1
Rendement des obligations de la Confédération	0,8	1,1

\* *Données prises en compte dans les prévisions conjoncturelles*

Pour toute question :  
Cristina Gaggini, directrice romande  
Téléphone : 078 781 82 39  
[cristina.gaggini@economiesuisse.ch](mailto:cristina.gaggini@economiesuisse.ch)

## Conférence de presse

### « Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2013 »

Lundi 3 décembre 2012

Seul le discours prononcé fait foi

# Années de vaches maigres en vue pour l'économie

Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse

## Rappel de la situation

La situation économique actuelle montre deux visages : d'un côté, la crise de l'euro et la faible demande sur les marchés traditionnels de l'industrie d'exportation pèsent sur la conjoncture, alors que de l'autre côté, le marché intérieur suisse demeure dans l'ensemble robuste. La ligne de démarcation entre l'industrie d'exportation et le marché intérieur est cependant loin d'être nette.

Dans l'**industrie d'exportation**, les industries chimique, pharmaceutique et horlogère affichent globalement toujours des taux de croissance réjouissants malgré le contexte international difficile. Cependant, dans ces branches aussi des entreprises sont contraintes de prendre des mesures d'augmentation de l'efficacité. En revanche, la crise de l'euro pénalise lourdement l'industrie des métaux, du papier, des plastiques, des machines, de l'électronique, du textile et de l'agroalimentaire. Alors que les branches exportatrices avaient déjà pâti de la fermeté du franc en 2011, la demande extérieure s'est nettement contractée en 2012 sur les principaux marchés européens. De nombreuses entreprises luttent pour renouer avec des bénéfices. Pour ces firmes, l'année 2012 est placée sous le signe de l'adaptation, mais il faut un certain temps pour améliorer la productivité, se focaliser sur l'innovation et conquérir de nouveaux marchés, de sorte que le redressement sera très progressif. Ces deux facteurs d'influence (faiblesse de l'euro et déclin de la demande) se reflètent dans le recul marqué des nuitées étrangères en Suisse et pèsent sur le tourisme. Le secteur bancaire connaît aussi des difficultés en raison de l'évolution internationale et de conditions-cadre induisant des hausses des coûts. Comme le secteur des exportations, il est depuis quelque temps dans une phase de mutation.

Même si la conjoncture sur le **marché intérieur** est nettement plus favorable que celle de l'industrie d'exportation, plusieurs branches essentiellement actives au niveau national sont également confrontées à des difficultés. De nombreuses sociétés de services aux entreprises, comme la communication, la publicité et les télécommunications ont dû faire face à un recul de leurs ventes cette année. L'industrie du bâtiment, le commerce de détail et divers prestataires de services comme les compagnies d'assurance profitent au contraire d'une robuste demande.

Au deuxième semestre, les mauvaises nouvelles se sont multipliées, que ce soit en provenance du marché intérieur ou du secteur des exportations. Plusieurs vagues de licenciements font craindre un phénomène de désindustrialisation. En fait, l'économie suisse s'en sort assez bien dans ce contexte économique difficile. Pour assurer le succès à long terme de la Suisse, une amélioration de la productivité, une optimisation des chaînes de création de valeur et une réorientation des activités sont cependant incontournables. Des ajustements structurels ont lieu en permanence, qui permettent de préserver la compétitivité de l'économie suisse.

La fixation d'un taux de change plancher par la BNS est l'une des principales raisons de l'évolution conjoncturelle positive observée dans les conditions actuelles. Cette décision a permis d'éviter un effondrement de l'industrie d'exportation. À l'étranger, quelques voix ont qualifié la Suisse de manipulateur monétaire. Pourtant, il ne saurait en être question puisque le franc reste nettement surévalué. economiesuisse estime que la parité du pouvoir d'achat avec l'euro se situe vers 1,34 CHF – dans une

fourchette allant de 1,32 à 1,36 CHF. Au cours actuel, le franc est donc surévalué de plus de 10 % par rapport à l'euro. De graves conséquences économiques seraient à craindre si la BNS laissait glisser le taux de change bien au-dessous de 1,20.

economiesuisse maintient sa prévision d'une croissance de 0,9 % du PIB en 2012.

### **Perspectives pour 2013 : l'Europe va rester en mode crise**

La crise de l'euro est une épée de Damoclès sur la reprise de la conjoncture en Europe. Même si le risque d'un démantèlement de la zone euro a fortement diminué, les entreprises ne sont pas disposées à investir tant que les incertitudes concernant la sortie de la crise perdureront. Un retrait de la Grèce de l'UE reste certes possible, mais les probabilités d'une telle issue sont nettement moins élevées. economiesuisse ne s'attend pas à une résolution rapide des problèmes, mais pense que la crise de l'euro va durer encore deux ou trois ans. Les perspectives de croissance de la zone euro, qui devrait rester en récession en 2013, sont donc moroses. L'évolution des nouveaux marchés de croissance est de plus en plus importante pour la Suisse – une petite économie traditionnellement tournée vers l'étranger. Les experts comptent avec un tassement de la conjoncture en Chine, mais pas avec un atterrissage brutal. Le déplacement du poids économique mondial vers l'Asie se poursuit, d'autant qu'il ne faut pas attendre des impulsions notables en provenance des États-Unis. Indépendamment de la question de savoir si la « falaise fiscale » peut être surmontée, la nécessaire consolidation des budgets publics pèse sur la croissance de ce marché d'exportation important pour la Suisse.

Dans ses prévisions, economiesuisse table par conséquent sur une poursuite des tendances qui avaient déjà dominé l'évolution économique en 2012. La BNS va garder le cap de sa politique monétaire ces prochains mois et défendre le taux de change plancher de 1,20 franc pour 1 euro. economiesuisse prévoit toujours des taux d'intérêt proche de zéro à court terme. Au besoin, la BNS devra consentir à une nouvelle augmentation de ses réserves de devises. Ce contexte difficile pose de nombreux défis à l'économie suisse. Premièrement, la demande de produits et de services helvétiques continue de s'affaiblir dans toute l'Europe alors que l'économie mondiale s'essouffle. Deuxièmement, les entreprises à vocation exportatrice souffrent toujours de la fermeté du franc. Troisièmement, la pénurie de spécialistes qui sévit en Suisse entrave la croissance et la flexibilité des entreprises bien positionnées.

Globalement, l'économie anticipe une croissance de 0,6 % seulement en 2013. Avec la poursuite de la tendance amorcée en 2012, la dichotomie entre l'industrie d'exportation et le marché intérieur va perdurer. La croissance sera générée d'une part par les branches axées sur le marché domestique comme la construction, les assurances ainsi que la santé et, d'autre part, par l'industrie chimique et pharmaceutique et l'horlogerie, deux branches fondamentalement tournées vers les exportations. Les transports vont également enregistrer une croissance en 2013, mais la liste des secteurs qui devront faire face à une année difficile est malheureusement longue, surtout dans l'industrie d'exportation. Mis à part les traditionnels exportateurs de marchandises, les banques et le tourisme seront également confrontés à une contraction des chiffres d'affaires en 2013. Sur le marché intérieur, les services aux entreprises, qui subissent de plein fouet la concurrence internationale, vont au-devant de temps particulièrement difficiles. Alors que les ventes de voitures avaient fortement augmenté en Suisse en 2012, un repli est attendu en 2013. Les importateurs parallèles contribuent en outre à l'intensification de la concurrence dans la vente de voitures et d'autres marchandises comme les supports sonores et réduisent les marges des autres acteurs du marché.

	<b>Croissance inférieure à la moyenne en 2013</b>	<b>Croissance supérieure à la moyenne en 2013</b>
<b>Marché intérieur</b>	Publicité Communication Vente de voitures Vente de supports sonores	Audits d'entreprises, conseils en gestion Commerce de détail Assurances Secteur de la santé, Bâtiment Industrie agroalimentaire Technologie de l'information et télécommunications
<b>Industrie exportatrice</b>	Industrie des machines, des équipements électroniques et des métaux Industrie textile Industrie du plastique Industries du papier Tourisme, Industrie agroalimentaire Banques	Horlogerie Industries chimique, pharmaceutique et biotechnologies Navigation aérienne

L'emploi continue de progresser en Suisse, mais un coup de frein est attendu sur le marché du travail ces prochains mois. Pourtant, la demande de main-d'œuvre – surtout de spécialistes hautement qualifiés – demeure vive. Nous assisterons à des mouvements de personnel entre les secteurs d'activités et à un ralentissement de l'immigration. Par conséquent, une forte progression du chômage n'est pas à craindre ces prochains mois. Economiesuisse compte avec un **taux de chômage** moyen de 3,3 % en 2013.

Dans notre pays où le coût de la vie est élevé, le durcissement de la concurrence pèse sur les prix. C'est pourquoi les acteurs opérant sur le marché intérieur n'ont guère de marge de manœuvre pour relever leurs prix. Le potentiel de hausse des prix est donc très limité, sauf dans le secteur immobilier, où une bulle risque de se former. La concurrence accrue des importations dans le commerce de détail ou le secteur automobile entraîne en outre de nouvelles baisses de prix. Un **taux de renchérissement** tout juste positif est ainsi attendu en 2013.

Les perspectives variables d'une branche à l'autre se reflètent dans le **PIB du côté des dépenses**. La consommation et les investissements dans la construction continueront de soutenir la conjoncture. Pour ces deux composantes, la demande privée est aussi robuste que celle des pouvoirs publics. La consommation privée n'augmente pas aussi vite qu'en 2012, en raison de l'incertitude relative à l'évolution de la crise de l'euro, de la hausse seulement modérée des salaires réels et de la baisse de l'immigration. La situation difficile sur les marchés internationaux laisse présager une deuxième année difficile pour les exportations de biens et de services.

Les prévisions conjoncturelles se fondent sur l'hypothèse d'une stabilisation de la crise de la dette, mais non de sa résolution. Étant donné que 56 % des exportations de marchandises helvétiques sont destinées à l'UE, l'évolution de la situation dans les pays voisins aura un impact décisif sur la conjoncture helvétique. Une aggravation drastique de la crise, provoquée par une sortie de la Grèce de la zone euro par exemple, constitue donc le principal **risque**. Même si la promesse de la BCE contribue à réduire le danger d'une spirale infernale, des événements déstabilisants – avant tout des grèves et une fuite des capitaux – restent possibles. L'évolution économique dans les pays émergents et aux États-Unis pourrait également se détériorer de façon plus marquée que prévu. Une escalade du conflit au Proche-Orient qui mettrait à mal l'économie mondiale constitue un autre risque. Les bonnes surprises ne sont cependant pas exclues. Une tendance à la hausse pourrait s'amorcer en premier aux États-Unis, où des progrès ont été faits dans la gestion de la crise, avant tout dans le secteur financier.

**Conférence de presse**

« **Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2013** »

Lundi 3 décembre 2012

Seul le texte prononcé fait foi.

## Le centralisme de l'UE est un danger pour la compétitivité de notre continent

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

L'Europe peine à surmonter ses problèmes économiques et structurels. On ne compte plus les sommets de crise et la lumière au bout du tunnel, si souvent annoncée, n'a guère brillé davantage en 2012. Les dettes publiques et privées des pays de la zone euro ont atteint des niveaux record. Les programmes conjoncturels massifs et les plans de sauvetage des banques décidés à la fin de 2008 en réponse à la crise financière ont certes contribué à la progression vertigineuse de l'endettement public. Mais pour de nombreux pays européens, les déséquilibres structurels, provoqués par des décennies de manque de rigueur de la politique financière, sociale, économique et du travail, sont la véritable origine du problème. D'où leur manque de compétitivité économique et une accumulation systématique et intenable de l'endettement de l'État et des systèmes de sécurité sociale.

Ces dernières décennies, la plupart des économies occidentales – États et privés – se sont endettées dans les grandes largeurs. Les États-Unis n'ont pas non plus échappé à cette évolution. L'Europe, sous cet aspect, présente même un tableau encore plus désastreux. Son endettement n'a pas en soi des effets négatifs sur la croissance économique, mais il n'est pas censé dépasser un seuil critique, un seuil qui, rappelons-le, est fixé à 60 % du produit intérieur brut par le traité de Maastricht. Obstacle supplémentaire sur la voie d'une politique financière durable : le fait que depuis 2001, suite à l'introduction de l'euro, les pays périphériques de la zone euro ont pu se financer à des taux « artificiellement » bas. Certains gouvernements et de nombreux acteurs du marché se sont laissé griser par cette aubaine, qui a fortement incité les pays concernés à s'endetter au-delà du raisonnable. Dans le même temps, cependant, la pression aux réformes structurelles a diminué. Après l'éclatement de la crise financière, toutefois, les responsables ont rapidement repris contact avec la dure réalité économique et les taux des emprunts de refinancement des différents pays de l'UE ont à nouveau reflété la variable durabilité de leurs politiques économique et financière ainsi que leur inégale compétitivité.

Notre pays a le plus grand intérêt à la résolution de la crise actuelle de l'endettement et au redressement de la compétitivité de la zone euro. Les problèmes sont toutefois loin d'être réglés. Même si l'on peut avoir, non sans raison, des avis divergents sur le choix de certains remèdes, il serait absolument déplacé pour la Suisse, État non membre, de se réjouir des épreuves que traverse l'UE.

Dans le même temps, je me dois de mettre en garde contre la tentation de céder à un sentiment de sécurité trompeur en pensant que les salves de « bazookas monétaires » des banques centrales vont résoudre tous les problèmes. Ce sentiment pourrait avoir le très grave inconvénient de détourner les pays surendettés de la nécessité de mener résolument à leur terme les programmes de réforme struc-

turelle qu'ils ont eu le courage de mettre en route, sous prétexte d'éviter le fameux « piège de l'austérité » qui, au bout du compte, risquerait de mettre en péril la conjoncture mondiale. À cet égard, le Fonds monétaire international (FMI), véritable coach des pays touchés par la crise de l'endettement, a lancé dernièrement des signaux contradictoires : il a accueilli très positivement le nouveau programme de prêts de la Banque centrale européenne aux États membres. Parallèlement, il a jugé souhaitable, néanmoins, que l'on ralentisse les réformes et le processus de consolidation en cours dans certains pays. Ainsi la même organisation qui, il y a peu de temps encore, demandait à des pays comme la Corée du Sud ou la Thaïlande de faire de sérieux programmes d'économies pour obtenir des fonds du FMI prône à présent le relâchement. Dans une perspective de politique conjoncturelle à court terme, cette position peut se comprendre : les programmes d'économies et les changements structurels sont des processus douloureux qui rendent les gouvernements impopulaires. En mettant à disposition des masses de liquidités très bon marché, les banques centrales gagnent du temps et obtiennent même une légère relance économique. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer le risque, considérable, de repousser indéfiniment de la sorte le règlement des problèmes fondamentaux et de ne jamais voir le bout du tunnel. En témoignent les hésitations de l'UE à matérialiser le renforcement des normes sur les ratios de fonds propre ou de liquidités à l'intention de ses banques.

En tant que pays non membre de l'UE, la Suisse ne peut pas compter sur l'aide de Bruxelles ou de Francfort pour remédier à d'éventuelles déficiences de son marché du travail ou à l'accumulation sur plusieurs années de lourds déficits budgétaires. Nous devons régler nos problèmes nous-mêmes. C'est d'ailleurs mieux ainsi. La politique économique que pratique notre pays repose sur les principes fondamentaux de la responsabilité individuelle et de la subsidiarité. Dans un système fédéral comme le nôtre, ces principes sont pour ainsi dire inscrits dans nos gènes. Mais dans le débat sur le développement futur des institutions de l'UE, on constate que les angles d'attaque fixés pour surmonter la crise sont aujourd'hui tout différents. Sous le diktat de l'urgence et pour assurer une discipline à l'échelle de l'UE, de plus en plus de compétences et de prérogatives des capitales des États membres sont abandonnées aux moulins centralisateurs de l'administration bruxelloise. Quiconque compare la situation d'avant la crise à celle d'aujourd'hui est aussitôt frappé par les gigantesques transferts de pouvoirs institutionnels qui ont eu lieu ces trois dernières années au sein de l'UE et de la zone euro. Songeons au fonds européen de stabilité financière (FESF), à l'union budgétaire, au programme de rachat illimité par la BCE des dettes des États de la zone euro, à l'union bancaire, à la politique économique commune, ...bientôt peut-être à l'émission commune d'euro-obligations. Qui aurait imaginé des étapes centralisatrices d'une pareille ampleur il y a quatre ans encore ? Voilà pourquoi on est en droit de douter que la volonté de mettre en œuvre les réformes engagées à titre subsidiaire et sous leur propre responsabilité par les États membres soit effectivement soutenue sur le plan institutionnel et puisse se traduire dans les réalités quotidiennes de ces pays. La centralisation massive associée à cette évolution risque non seulement de faire obstacle aux réformes et de nuire à la compétitivité de l'ensemble du continent européen. Elle expose aussi la Suisse au danger de voir la politique économique indépendante et performante qu'elle a suivie jusqu'ici se heurter de plus en plus souvent au monolithe politique de l'UE. On ignore si les différents États membres adhéreront sur la durée à cette évolution prévisible. Mais la réponse à cette question ne restera pas sans conséquence sur l'aménagement de nos futures relations bilatérales avec l'UE.